



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

4 février : la jonction prometteuse d'une multitude de luttes professionnelles et locales

Ce 4 février, près de 200 rendez-vous de mobilisations ont montré la détermination des travailleuses et travailleurs que le gouvernement refuse d'entendre.

À l'appel de l'intersyndicale, les mobilisations ont pris des formes très diverses, dans le respect des gestes barrières : rassemblements et manifestations, grèves, actions d'occupation... et d'abord rassemblements sur les lieux de travail. Citons, par exemple, Sanofi, où se concentre le scandale de suppressions de postes et de destruction d'un fleuron de la recherche, avec l'aide des subventions d'État : un fiasco qui fait de la France une des seules nations à renoncer au développement d'un vaccin.

Certes, des mesures ont été prises mais, en premier lieu, au bénéfice des actionnaires des grands groupes. Les aides de l'État ne sont toujours pas conditionnées à l'emploi : nous refusons les licenciements et réclamons du travail pour toutes et tous. Le soutien de l'État à l'économie doit profiter avant tout à la population.

C'est pour cela que toute la CGT se mobilise pour monter des bureaux d'embauches comme, aujourd'hui, à Vichy, Moulins et Montluçon, afin obtenir la création de postes. Partout, les besoins sont criants : la crise sanitaire impose de développer les services publics, de reconquérir l'indépendance industrielle et énergétique, de relocaliser les activités et d'œuvrer au développement industriel, en lien avec la transition écologique.

Toutes les professions, de la santé à l'énergie, du spectacle au commerce, des services publics aux transports, de l'éducation aux organismes sociaux, des cheminots à la métallurgie et, sur tous les territoires, les travailleuses et travailleurs, sont déterminés à faire entendre au gouvernement l'urgence d'un plan de rupture. Les jeunes ne veulent pas devenir une génération sacrifiée sur l'autel d'un libéralisme en échec sur tous les fronts.

De même, ne laissons pas la crise faire reculer l'égalité femmes / hommes.

Si certains, gouvernement et patronat, tentent de profiter de la crise pour réduire nos droits, notamment retraites, assurance chômage, santé au travail, la mobilisation de ce jour encourage à poursuivre la lutte.

Emplois, salaires, conditions de travail, droits sociaux : nous devons multiplier les initiatives dans les entreprises, dans les administrations, gagner l'embauche des travailleurs privés d'emploi et précaires, la sécurité sociale professionnelle et la réduction du temps de travail pour travailler toutes et tous !

Montreuil, le 4 février 2021